



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution ! #50 - septembre 2016

1€

Loi travail, racisme, répression, islamophobie...



POUR UN AUTRE MONDE,

**NE COMPTONS
QUE SUR NOS LUTTES**

DOSSIER

FORMATION

**BILAN D'UN
DE LUTTE PRIN
TEMPS**

RACISME USA :
La ligue des
travailleurs noirs



EDITO

Nous ne les laisserons pas enterrer notre printemps

La grande expérience de ce printemps

La lutte contre la loi travail représente un combat exceptionnel a plusieurs titres. Par son caractère explosif, puisque dès le 9 mars 500 000 personnes descendaient dans la rue, dont plus de 100 000 jeunes, d'une quarantaine de facs, avec une centaine de lycées bloqués, etc. Par sa longévité, jusque juillet, et pendant les vacances. Par la diversité des secteurs impliqués, puisqu'aux étudiant.e.s et lycéen.ne.s ont succédé intermittent.e.s, routier.ère.s, dockers, raffineur.euse.s, cheminot.e.s, travailleur.euse.s du nettoyage, etc., etc. Par la profondeur des problèmes politiques soulevés, de celui de la précarité que les capitalistes veulent imposer comme la norme nouvelle au travail, à la question du rôle joué par l'Etat ou encore les grands médias, quand l'ensemble des personnes mobilisées ont vu les institutions se coaliser pour réprimer, blesser, juger, criminaliser, décrédibiliser. Les salarié.e.s, les jeunes, ne peuvent sortir comme avant de cet intense combat, qui a touché tout le monde même si, et c'est une limite, seule une minorité s'y est engagé directement.

La peur des gouvernants : une nouvelle conscience de classe ?

Mais ceux qui nous gouvernent ont bien compris que cette immense expérience représentait pour eux un danger fondamental : celui de voir émerger une conscience collective nouvelle et radicale, une conscience de classe qui se bâtit sur le bilan de ce qui a été tenté au printemps, des obstacles que le mouvement a rencontré. Car en effet, des milliers de militant.e.s du mouvement ont vu ce qui se cachait sous le masque de la République des classes dominantes, et l'impossibilité de combattre ce pouvoir patronal avec les méthodes imposées par les bureaucraties syndicales, qui ont divisé les secteurs entre eux, disjoint les rythmes, enterrant de fait la possibilité d'une grève générale et prolongée.

Racisme d'Etat, répression, etc., ...ils mènent leur politique

Face, donc, à cette situation, les classes dominantes ont mené cet été leur politique. Après le massacre de Nice, qui est une preuve de plus que nous sommes les premières victimes du chaos semé par l'impérialisme, dont la politique sécuritaire ne sert vicieusement à rien contre le terrorisme, elles nous ont ressorti l'arsenal identitaire, raciste, et le gouvernement a prolongé encore l'état d'urgence. Adama Traoré a été assassiné par la police, et celles et ceux qui se sont mobilisé.e.s pour dénoncer ce meurtre ont été violemment réprimés. Puis s'est ouverte la polémique islamophobe sur le « burkini », arrêtés et flics municipaux à l'appui, pour stigmatiser encore plus la population musulmane. Il s'agissait d'imposer un autre scénario, celui de la polarisation raciste, nationaliste, histoire pour les politiciens des classes dominantes de conserver une influence sur une partie de la population en la dressant contre l'autre.

En cette rentrée, militer pour construire un autre scénario

Mais ce bras de fer pour savoir quel est le monde qui vient est loin d'être terminé. C'est parce que le printemps a vu émerger une radicalité nouvelle que la réaction des dominant.e.s se fait plus brutale. Alors que les candidats des classes dominantes cherchent à nous convaincre que l'austérité, le libéralisme, le racisme d'état ou encore la surveillance généralisée passeront mieux sous des traits nouveaux, la rentrée est aussi pleine de promesses. Celle de voir la rupture profonde des jeunes et des classes populaires avec le PS et les partis traditionnels se transformer en conscience de la nécessité de s'organiser et de se représenter par soi même. Celle, aussi, que les luttes redémarrent comme au printemps, alors que des grèves localisées se mènent déjà dans le monde du travail, et que les comités de mobilisation se relancent sur les facs. Celle, enfin, de voir se tisser les fils de l'alliance indispensable entre les secteurs qui se sont mobilisés au printemps, et ceux qui ne l'ont pas fait parce qu'ils sont plus écrasés encore par ce système. C'est pour bâtir cette conscience de classe, et cette alliance de tou.te.s les exploité.e.s et tou.te.s les opprimé.e.s que nous militons au NPA. Et c'est pour porter cette voix que notre camarade Philippe Poutou, ouvrier dans l'automobile, se présente aux présidentielles. Cette rentrée est aussi l'occasion de nous rejoindre pour tou.te.s celles et ceux que cela intéresse !



Après un été sous le soleil du racisme d'Etat Derrière l'interdiction du burkini, une offensive islamophobe et sexiste qu'il nous faut combattre

L'été, le soleil, la mer... et la police sur nos plages. Instrumentalisant le terrible attentat de Nice, le mois d'août aura été l'occasion d'une surenchère raciste, directement dirigée contre les femmes musulmanes, accusées de prosélytisme sur les plages françaises lorsqu'elles portent le « burkini », qui couvre le corps de la tête aux pieds.

L'islamophobie : une histoire de l'impérialisme français

Au total, ce sont 23 villes du bord de mer qui ont interdit le port de cette tenue de plage, avant que cette mesure ne soit interdite par le Conseil d'Etat, malgré le soutien affiché de Manuel Valls. Pour la justifier, les arguments se sont multipliés : 'hygiène, difficulté de sauvetage en mer, « respect des bonnes moeurs »... pour camoufler sa logique principale : l'interdiction du burkini était ouvertement corrélée à l'état d'urgence, assimilant de fait la pratique de la religion musulmane avec le risque terroriste.

Ces arrêtés municipaux se situent dans le cadre d'une ambiance plus générale, imposée depuis les attentats janvier puis novembre 2015. Pour Valls et Hollande, les personnes musulmanes seraient sommées de se démarquer, de s'excuser, ou encore, pour Jean-Pierre Chevenement, de « rester discrets ». Ce discours a des conséquences terribles, permettant l'augmentation des actes islamophobes, comme lorsqu'une femme est dévoilée sur une plage par 4 policiers en uniforme, ou que deux femmes voilées sont exclues d'un restaurant en Seine-Saint-Denis au motif que « les musulmans,

ce sont des terroristes ».

Le gouvernement tente par là d'une part de rompre avec le « tous ensemble ! » qui a agité le pays jusqu'aux premiers jours de vacances, en le transformant en « tous contre tous »...sauf contre nos vrais ennemis. Il lui permet d'autre part de taire sa responsabilité, et celle des autres gouvernements occidentaux, qui depuis des années mènent la guerre et pillent les ressources au Moyen-Orient, faisant le jeu des organisations islamistes radicales. Le gouvernement Hollande comme de la part de l'Etat islamique, chacun s'applique à renforcer l'image d'un « choc des civilisations », seuls bénéficiaires de ces divisions.

Le gouvernement cherche à se présenter comme le versant « progressiste » de ce « choc des civilisations », défenseur d'un Etat « démocratique » (mais armé jusqu'au dent) et « laïque » (mais rendant visite au Pape et perquisitionnant les mosquées), et même des femmes, contre le port du burkini et les normes religieuses...

Contre l'instrumentalisation du féminisme à des fins racistes : ne nous libérez pas, on s'en charge !

En tant que marxistes révolutionnaires, matérialistes et athées, nous sommes critiques de la religion, et plus précisément des institutions et des normes religieuses : il est un fait certain que celles-ci se sont appuyées sur le patriarcat et en ont renforcé nos chaînes. Que ce soit dans le catholicisme ou dans la religion

musulmane (pour ne prendre que ces deux exemples, et plus encore lorsqu'il s'agit de leurs franges les plus extrêmes), la place des femmes a été et reste bien souvent celle de la femme au foyer, soumise à ses pères, frères et époux, s'occupant des enfants et effectuant « naturellement » l'ensemble des tâches domestiques.

Mais l'Etat français prétend par l'interdiction du voile à l'école ou du burkini sur les plages, libérer les femmes du joug des normes patriarcales de la religion. Les images des policiers inspectant les plages estivales, et les amendes imposées aux femmes qui auraient le malheur de vouloir profiter d'un moment de détente dans l'eau avec leurs enfants, auront sans doute tôt fait de mettre en doute cette charmante vision de la « libération »...

Pour lutter concrètement contre le patriarcat, il nous faudra lutter pour nos droits, contre les violences faites aux femmes, et pour l'égalité réelle. Pour cela, l'Etat français, qui met en place les politiques souhaitées par les grands groupes capitalistes pour nous exploiter toujours un peu plus (la loi Travail n'en est que le dernier exemple) et qui défend son rang de grande puissance impérialiste (une guerre par an depuis le début du mandat de Hollande), est bien loin d'être notre allié. L'instrumentalisation qui est faite des revendications féministes à des fins sécuritaires et racistes est inadmissible. Face à la déferlante réactionnaire, nous devons reprendre à notre compte le slogan des années 70 pour lui rendre ses lettres de noblesse et de lutte collective : « Ne nous libérez pas, on s'en charge ! »

Sarah (Paris 8)



Face à la répression qui touche les travailleurs en lutte, ON EST TOUS CONDAMNÉ À RÉSISTER !



La répression qui touche les secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier franchit tous les jours un nouveau cap. Les licenciements de salariés qui se sont mis en grève durant la loi travail se multiplient et le gouvernement cherche à faire des exemples en s'attaquant aux luttes emblématiques comme à Air France, à Goodyear ou aux dockers du Havre. Le patronat et le gouvernement tapent fort car ils savent que ces mobilisations exemplaires pourraient très vite devenir contagieuses au vu de la situation explosive et du ras le bol générale qui existe dans la population. Les révolutionnaires doivent chercher au contraire à populariser ces luttes qui font la démonstration, qu'armés de leur détermination, les salariés peuvent faire peur à leur patron et même obtenir des victoires. Il va aussi être important de défendre pied à pied ces salariés pour montrer que loin de démoraliser la classe ouvrière, la répression des classes dirigeantes donne encore plus de rage pour se battre et étendre la lutte.

A Goodyear, 9 mois de prison fermes pour avoir défendu son emploi

La lutte des ouvriers de Goodyear est sans doute la plus spectaculaire car elle a amené 8 salariés à être condamnés à 9 mois de prison fermes. Leur combat a commencé en 2007 quand la multinational des pneus annonçait la suppression de 400 postes sur ces deux usines à Amiens et la modification des horaires de travail pour passer aux 4x8 et gagner en productivité. Pourtant les profits de cette entreprise se portaient déjà à merveille. En 2014 elle annonçait un bénéfice de 2,4 milliards d'euros. Face à la direction de Goodyear qui menaçait dès 2009 de fermer l'usine si les nouvelles mesures n'étaient pas acceptées, les ouvriers refusèrent le chantage à l'emploi. Une longue lutte débuta alors, mêlant des grèves, des manifestations et des recours en justice. Les travailleurs ont tenu tête à la multinationale pendant 5 ans, ils ont même participé en

2012 à un début de convergence avec des salariés en lutte de Sanofi et des 3 suisses au travers du collectif « licenci'elles ». En 2014 Goodyear arrivait finalement à obtenir la fermeture de l'usine. La colère qu'a provoqué cette annonce conduisit les ouvriers de l'usine à retenir deux cadres durant quelques heures. Les militants CGT qui avaient toujours encouragé la lutte des salariés décidèrent de rester pour éviter aux salariés de tomber dans les provocations tendues par la direction. Un an après cet événement, huit ouvriers passaient au tribunal pour « séquestration » dont les principaux militants de la CGT qui prirent 9 mois de prison fermes. Depuis, une véritable campagne de soutien a été lancée à l'échelle nationale pour revendiquer la relaxe de tous les Goodyear tout en s'impliquant aussi dans la bataille contre la loi travail. L'un des principaux dirigeants CGT de Goodyear, Mickael Wamen, a par exemple participé à la récolte d'une caisse de grève pour soutenir les salariés en grève reconductible. L'appel du procès des Goodyear est organisé les 18 et 19 octobre à Amiens et les travailleurs de l'usine ont déjà appelé à des journées nationales de mobilisation contre la répression et une montée à Amiens.

De la prison et des licenciements pour une chemise arrachée et rien pour des patrons qui mettent à poil des centaines de salariés

Depuis l'épisode des Goodyear, le gouvernement a multiplié les cas de répression contre la classe ouvrière et la jeunesse, parfois de manière spectaculaire. La lutte des salariés de Air France en octobre dernier avait ouvert le bal. Lorsque des milliers de salariés, venus demander des comptes sur les suppressions d'emplois, ont fini par arracher la chemise de leur DRH, le gouvernement et les médias les avaient présenté comme des voyous et même des terroristes. Certains salariés ont été arrêtés tôt le matin par la police devant leur famille pour être mis en garde à vue. Pourtant l'opinion publique était très vite solidarisée avec ces

travailleurs car leur combat contre les licenciements, les suppressions d'emplois et les salaires de misère correspondait au quotidien de la majorité de la population. Cette séquence politique avait réussi à l'époque à visibiliser la colère sociale et les multiples petits conflits qui se développaient dans les entreprises. C'était aussi un premier échauffement de la mobilisation contre la loi travail qui explosa 4 mois plus tard. Depuis le gouvernement et le patronat d'Air France cherchent à le faire payer aux salariés. Cinq employés de la compagnie ont été licenciés et seize sont convoqués devant le tribunal correctionnel dont certains qui risquent jusqu'à 3 ans de prison fermes pour « violences en réunion ». Le procès se tiendra à Bobigny les 27 et 28 septembre.

Des milliers d'autres réprimés dans les entreprises et dans la jeunesse

Avec la mobilisation contre la loi travail, des milliers de jeunes et de salariés ont cherché à relever la tête et à se battre contre leur vie de misère. Face à cette remontée de la combativité, la réponse répressive du patronat et du gouvernement ne s'est pas faite attendre. Dans de nombreuses entreprises, le droit de grève a été un combat pour les salariés qui étaient menacés de licenciement au moindre débrayage, tandis que la police se chargeait de réprimer et d'interpeller dans les manifestations. A La Poste on a assisté depuis plusieurs années à une véritable chasse aux militants. En janvier 2015, Yann Le Merrer, un postier des Hauts de Seine était révoqué de la fonction publique simplement pour avoir pris la parole dans un bureau de poste lors d'une grève. Durant la loi travail, au cours d'une nouvelle grève dans les Hauts-de-Seine, Adile un militant de Sud PTT a été arrêté par la police dans une manifestation pour « outrage et rébellion » alors même que c'est la police qui c'était montrée agressive et violente. Adile passe en procès le 13 décembre. Avec lui ce sont des dizaines de jeunes qui ont été arrêtés lors des

manifestations contre la loi travail, souvent dans l'anonymat, qui sont peu à peu en train de passer devant les tribunaux. Il y a quelques jours le porte parole des jeunes communistes à Saint-Etienne écopait d'une peine de 8 mois de prison avec sursis, simplement pour avoir repoussé des boucliers de policiers. Il sera bien sûr impossible d'énumérer tous les exemples de répression temps ils sont importants même si il faut saisir l'ampleur de l'attaque.

Contre la répression, il faut une contre offensive des jeunes et des travailleurs !

Tous ces cas de répression sont révélateurs de la guerre que nous mène le patronat main dans la main avec le gouvernement. La clique dirigeante parle de dialogue social quand les travailleurs encaissent les mauvais coups sans réagir. Mais lorsque la classe ouvrière se met en lutte, alors toute la violence patronale, policière et judiciaire se met en action pour briser la combativité. Face à cette violence, notre classe doit s'organiser pour y répondre avec ces propres armes : la solidarité et la menace de contagion de la révolte. La réaction des dockers du Havre a été à ce titre exemplaire. Dès le début de la mobilisation, au moment où les violences policières contre les jeunes avaient été visibilisées par le lycéen de Bergson frappé violemment par la Police, les dockers du Havre avaient publiquement menacé de bloquer le port du Havre si un seul cheveu de jeune était touché dans la ville. Ils mirent finalement cette menace à exécution quand le 31 août dernier, deux de leurs propres camarades se sont fait embarquer

tot le matin devant leur famille et mis en garde à vue pour une action militante lors de la manifestation du 14 juin à Paris. Le port du Havre a alors été bloqué toute la journée jusqu'à la sortie de garde à vue de leurs camarades, qui comparaitront devant le tribunal correctionnel de Paris le 25 novembre. Grâce à cette solidarité collective, il a déjà été possible d'obtenir plusieurs victoires. Dans certaines entreprises de la métallurgie du Nord comme à Bombardier ou dans les Fonderies du Nord, les patrons ont été obligés de reculer sur le licenciement de plusieurs salariés pour fait de grève en mars et en juin dernier. En effet la fédération de la métallurgie CGT du Nord avait à chaque fois appelé à une mobilisation massive des travailleurs de la région, en organisant des actions devant les entreprises concernées. Ce genre d'initiative montre qu'il est possible de briser le pouvoir répressif des patrons. Au vu de l'ampleur de l'offensive répressive que la bourgeoisie nous mène, la réponse du mouvement ouvrier devrait être beaucoup plus organisée et coordonnée. Tout au long des prochains mois, les procès vont se multiplier, il faudrait un véritable plan de bataille pour montrer au patron et au gouvernement qu'il risque gros lorsqu'il tente de réprimer. L'appel des Goodyear pour faire de leur procès en appel les 18 et 19 octobre des journées nationales de mobilisation et de grève contre la répression avec une montée à Amiens, peut constituer une première réponse d'ensemble, à l'heure où la direction syndicale refuse de prendre le problème à bras le corps. Il s'agit maintenant de populariser cette initiative et d'en faire une échéance militante réelle tout autour de nous.

Robert Grange (Lille)



« Quelques rassemblements à venir contre la répression »

- Le 27 et 28 septembre : procès des salariés de Air France au tribunal de Bobigny
- Les 18 et 19 octobre : procès des Goodyear et journée nationale contre la répression avec une montée à Amiens.
- 25 novembre : Procès des dockers du Havre au tribunal correctionnel de Paris
- 13 décembre : Procès de Adil, postier dans les Hauts-de-Seine (lieu à préciser)

TIRER LES BILANS DE 4 MOIS DE MOBILISATION INTENSE

Du 9 au 31 mars : une situation explosive

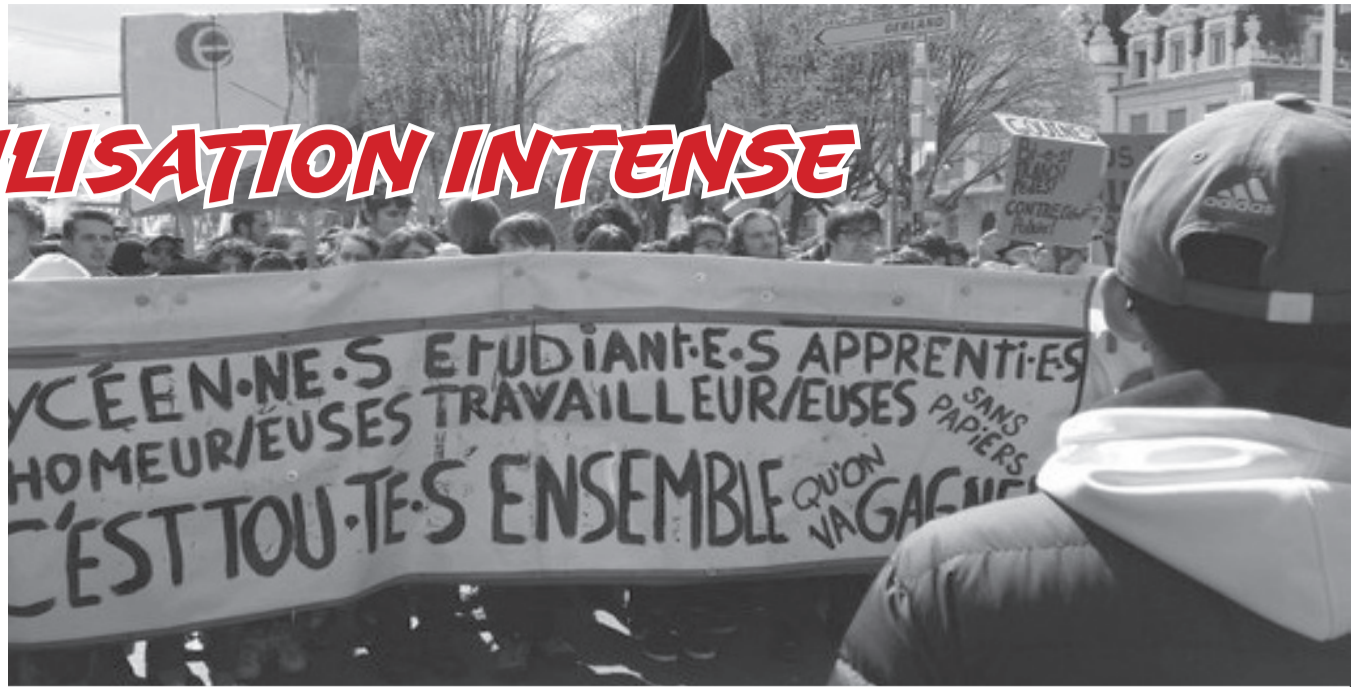
La mobilisation contre la loi Travail aura duré pas moins de 4 mois ; et la jeunesse en a été l'étincelle. Le 9 mars c'est la jeunesse qui a donné le coup d'envoi en appelant à une journée de manifestation, à laquelle se sont greffés les salariés et notamment les cheminots. Cette première journée a soulevé un vent d'enthousiasme dans la jeunesse scolarisée mais aussi chez toute une partie de jeunes travailleurs qui ont pu se retrouver dans cette initiative appelée par la jeunesse et qui rompait avec le calendrier traditionnel des directions syndicales. Sans doute que le phénomène « on vaut mieux que ça » qui a mis en avant les conditions de précarité dans laquelle était déjà plongée toute une partie de la population a permis à toute une série de jeunes travailleurs de se retrouver dans cette mobilisation. Pour autant, après le 9 mars, les directions syndicales n'ont donné aucune perspective avant le 31 mars, laissant les étudiants seuls à manifester toutes les semaines. La jeunesse scolarisée a ainsi eu, malgré son isolement premier et le non dépassement d'un certain seuil de mobilisation, un rôle central. Elle a eu cette fonction d'étincelle, en cherchant, par sa mobilisation, à donner confiance aux salariés grâce à des dates de manifestations reprochées. Les manifestations appelées par la jeunesse au cours du mois de mars n'ont par contre jamais réussi à rassembler tous ces jeunes travailleurs très radicaux qui s'étaient retrouvés dans l'appel du 9 mars. Ce qui a manqué sans doute, est l'élaboration, par la jeunesse mobilisée, d'une politique à la fois plus générale que l'abrogation de la loi Travail, dont les conséquences sont parfois peu visibles par une partie des travailleurs qui vivent déjà la précarité, les petits salaires et les licenciements facilités par les entreprises, et à la fois plus concrète que la lutte contre « son monde ». Une autre fenêtre explosive s'est ouverte le 31 mars avec le phénomène Nuit Debout, malgré le fait que celui-ci se soit souvent limité à une orientation trop parlementaire, peu convaincant pour une partie des travailleurs les plus combattifs.

... puis une mobilisation qui dure bien que fortement réprimée:

A partir du 31 mars, si la mobilisation a perdu en explosivité, elle a su s'ancre dans la durée, reflétant une colère accumulée plus globale qui s'est cristallisée en mars autour de la loi El-Khomri. Le mot d'ordre « contre la loi travail et son monde » en est d'ailleurs symptomatique. En effet, les attaques de ce gouvernement n'ont cessé depuis son élection en 2012, en commençant par une nouvelle réforme des retraites, puis par la loi Macron puis Rebsamen (présages de la loi travail), ce gouvernement n'a eu de cesse de s'en prendre aux travailleurs et aux plus précaires. Une fois passé les illusions des premières années qu'avait pu faire germer l'élection de Hollande et qui avait été entretenu par une grande partie de la gauche institutionnelle, la loi El-Khomri est apparue comme la goutte d'eau de trop dans un océan d'attaques régressives et réactionnaires. C'est cette colère accumulée pendant des mois, souvent au travers de multiples conflits invisibilisés, qui s'est enfin exprimée au grand jour. Et sans doute cela vient-il expliquer le fait que la mobilisation ait pu tenir 4 mois. C'est tant sa durée que sa radicalité qui ont poussé le gouvernement dans ses retranchements. Dès le début du mouvement, il a fait le choix de fermer les universités en faisant intervenir la police pour éviter la tenue d'AG. Pour autant, le nombre de manifestants n'a pas décliné de façon conséquente. Ainsi, le gouvernement a fait le choix d'assumer clairement un affrontement en règle avec les jeunes et les travailleurs, augmentant le niveau de répression; et allant jusqu'à envisager d'interdire les manifestations afin d'assurer prétendument la bonne tenue de l'Euro de football, lui donnant ainsi l'occasion de dégainer l'Etat d'Urgence.

La débâcle d'un gouvernement qui en sort affaibli

Mais si le gouvernement a fait le choix d'assumer ce niveau d'affrontement, cela est apparu plus que jamais comme un aveu de faiblesse, et cela l'a encore plus isolé. En effet, toutes les tentatives du gouvernement et des médias dominants de faire passer les manifestants pour des casseurs sont restées vaines. Le soutien à la mobilisation est resté autour de 70%. Le gouvernement a réussi à faire



voler en éclat les dernières miettes qui restaient du PS. Il n'a même pas pu compter sur son propre camp pour faire passer la loi, le contraignant à utiliser par 3 fois le 49-3. La répression et la réponse autoritaire du gouvernement aura eu un double impact sur la mobilisation : dissuasive parfois, elle aura eu aussi la conséquence de faire tomber les masques de ce que défend réellement la police et ce gouvernement PS... et de la nécessité de leur faire face, « tous ensemble ».

Une forte mobilisation qui néanmoins n'a pas réussi à s'étendre et d'obtenir une victoire significative.

Le soutien aux grèves a été majoritaire, mais les grèves, elles, ont été minoritaires. Les AG ont peiné à dépasser les 300 personnes dans les facs. Le seuil des 500 n'a été dépassé que dans une poignée de facs ; celles qui avaient fait des expériences de mobilisations ces dernières années (Paris 8, Toulouse le Mirail, Rennes 2, par exemple). Idem chez les salariés, où seul un petit nombre de secteurs ont réellement rentré en bagarre. Cette mobilisation, bien que très longue et avec un niveau d'affrontement très avancé, est restée faible, bien loin même, de la mobilisation contre la réforme des retraites en 2010. Par ailleurs, une série de secteurs traditionnellement présents sont apparus comme les grands absents, comme la fonction publique. Ceci est largement dû à la stratégie du gouvernement pour faire taire la contestation. Dès mars, le gouvernement annonçait le dégel du point d'indice des fonctionnaires, bloqué depuis 2008 et qui fixe le niveau des salaires. Mais c'est aussi le reflet de l'inconséquence des directions syndicales qui n'ont pas cherché à construire l'affrontement. Des syndicats qui depuis l'élection de Hollande n'avaient su qu'accompagner les reculs sociaux en préférant perpétuellement s'asseoir à la table des négociations, faisant le jeu d'un prétendu dialogue social qui n'a d'autre finalité

que de nous faire acquiescer sagement toutes les attaques. La conscience des travailleurs avait été en grande partie forgée par ces appels permanents au dialogue social à l'échelle nationale et aux multiples accords de reculs sociaux signés localement dans les entreprises. C'est ce qui explique en partie que les jeunes et les travailleurs n'étaient pas préparés à se battre jusqu'au bout et de manière déterminée.

Un caractère minoritaire largement lié à une perte des réflexes de mobilisation que ce mouvement a permis chez une frange des jeunes et des salariés de reconstruire:

Les limites que la mobilisation a pu connaître ne sont pas dissociable de l'absence dans une large frange de la population, d'expérience concrète de lutte et donc de réflexes d'organisation. Ceci est d'autant plus vrai pour la jeunesse qui depuis 6 ans n'a connu aucun mouvement d'ampleur nationale. Pour beaucoup, il s'est agi d'une première expérience de mobilisation. Pour autant, chez une frange de la jeunesse (et dans une moindre mesure chez les salariés) des expériences d'auto-organisation ont eu lieu et ont partiellement permis de dépasser les bureaucraties syndicales par la base. En effet, les reculs de l'Unef, qui n'a pas hésité à aller négocier au nom des jeunes, n'ont pas sonné la fin de la mobilisation. De même les syndicats de salariés ont été contraints de s'affronter avec le gouvernement en raison de la pression qu'ils subissaient de leur base. Ceci a permis de voir émerger des noyaux militants particulièrement forts, détachés des directives syndicales. Ceci a été en partie le cas chez les cheminots, notamment parisiens qui ont pu pour la 1ère fois faire l'expérience des coordinations à l'échelle régionale. Mais ceci est surtout vrai chez les étudiants, où l'une des principales particularités de ce mouvement a été le nombre important de personnes que

les comités de mobilisations ont pu réunir. La présence de noyaux militants forts est ce qui a permis à la mobilisation de perdurer. Sous l'impulsion de militants, ces noyaux ont vite eu la compréhension que seuls les travailleurs, par leur grève, seraient en mesure d'infliger une défaite au gouvernement. De plus, même si cette mobilisation ne nous a, pour l'instant, pas permis d'obtenir de victoire sur nos revendications elle remet au centre la question de la lutte des classes, que certains voulaient nous faire croire disparue : contre toutes les divisions racistes, nationalistes, que le gouvernement cherche à nous imposer depuis les attentats de 2015, les jeunes et les travailleurs se sont répondu par la conscience d'appartenir à un même camp, une même classe, opposé au « monde » proposé par la classe dominante. Et cette expérience à même de raviver la confiance en notre force collective, laisse peut-être présager l'émergence de nouvelles batailles d'ampleurs dans les temps à venir. Le 15 septembre est une première date, mais au-delà, il faut chercher à faire émerger des luttes sur toutes les questions qui vont pouvoir se poser, en s'affrontant face à l'ensemble des attaques, en s'adressant particulièrement à tous ces jeunes travailleurs qui vivent déjà la précarité et qui ont commencé à reprendre confiance dans leur force. L'expérience précieuse accumulée par les jeunes et les travailleurs qui ont été au cœur de la grève ou encore de ceux et celles qui l'ont suivi avec sympathie pourrait être un acquis pour les prochaines mobilisations. A condition que nous arrivions à tirer collectivement les bons bilans. En premiers lieux, celui de ne compter que sur nos luttes et de rompre avec toute les illusions du dialogue sociale ou des attentes électorales.

Moira (Nanterre)

Retour sur l'expérience des coordination nationale et régionale étudiante et lycéenne

IL N'Y AURA PAS DE VICTOIRE SANS DÉMOCRATIE DANS LE MOUVEMENT.

Dès le début du mois de mars, de nombreuses universités se faisaient le théâtre d'une des plus belles traditions du mouvement étudiant français : les Assemblées Générales. Au départ à l'initiative d'un petit noyau d'étudiants, ou bien de cadres inter-organisations, ces AG ont été une relative surprise : après des années de calme plat dans le mouvement étudiant, ce sont des centaines d'étudiant-e-s qui sont venu-e-s discuter de comment se mobiliser contre cette nouvelle attaque. 700 personnes à Paris 8, 800 à Rennes, jusqu'à 1000 à Paris 1... Ces AG réussies ont donné lieu à la création de comités de mobilisation, qui rassemblaient les étudiant-e-s les plus déterminé-e-s à mener la lutte au quotidien.

Bien vite, une question s'est posée pour les universités les plus mobilisées : Comment décider ensemble de nos rythmes de mobilisation et de nos revendications à l'échelle nationale ? Dès le mois d'avril se réunissait alors la première Coordination Nationale Etudiante, suivie de près par la Coordination Nationale Lycéenne.

Auto-organisation et démocratie, ou comment concilier le nombre avec la radicalité

L'existence des coordinations régionale et nationale ont permis en partie au mouvement de la jeunesse de se doter de leur

propre cadre de discussion et de coordination, jusqu'à imposer au mouvement syndical un certain nombre de date de mobilisation (notamment entre le 9 mars et le 31, puis entre le 31 mars et le 28 avril). C'est grâce à ces cadres que les étudiant-e-s et lycéen-ne-s ont pu continuer à tenir le pavé, sans rester isolés fac par fac ou lycée par lycée.

Par ailleurs, alors que la propagande du gouvernement battait son plein pour assigner aux jeunes mobilisés le rôle de « casseurs », et cherchait à semer la division dans les rangs de la mobilisation autour de cette question, le fait d'avoir mandaté des porte-paroles par le biais des coordination nationale a permis de répondre à cette déferlante médiatique. Cette question du porte-parolat aura néanmoins été l'un des plus grands débats des coordinations étudiantes. En effet, pour des organisations comme l'Unef, qui se présente comme « le » syndicat étudiant, nul besoin d'avoir d'autres porte-paroles que le dirigeant national de leur organisation, William Martinet. Mais la colère de la jeunesse peut-elle se satisfaire ainsi d'une porte-parole auto-proclamé, qu'ils n'ont jamais élu et qui ne rend aucun compte ? L'expérience de ce porte-parolat, pluriel, mandaté et révocable, aura été une expérience importante d'un mouvement qui cherchait à faire entendre sa voix.

Enfin, dans un contexte où la lutte contre la répression a été un élément fort du mouvement, les cadres d'auto-organisation ont aussi démontré leur capacité à apporter une réponse. Dans les coordinations, cette question est revenue régulièrement, avec l'attention à ne pas se laisser diviser sur cette question, et à apporter un soutien collectif aux camarades réprimé-e-s. Mais c'est peut-être en région parisienne où la coordination des différentes universités aura été le plus loin, en cherchant, à donner un cadre pour y répondre collectivement et concrètement, en organisant des rassemblements devant les commissariats où les camarades étaient en garde-à-vue, ou encore en organisant des cortèges auto-gérés, où un service d'ordre auto-organisé permettait de se protéger, au coude à coude, de la violence de la police.

A la différence des courants autonomes, nous pensons en effet que c'est ici que se situe la vraie radicalité du mouvement : non dans l'affrontement minoritaire vis à vis des forces de police, mais dans le fait de permettre à tous et toutes de se mobiliser, seul moyen de construire le rapport de force pour nous unir et renverser un jour cette société.

Ces expériences renouaient avec le meilleur du mouvement étudiant français, bien affaibli par des années d'attaques sans riposte collective. Du fait de ce peu de tradition, ces expériences ont néanmoins été limitée : les AG, mêmes dans les universités les plus mobilisées, n'ont jamais atteint les milliers d'étudiant-e-s réuni-e-s pendant le mouvement contre le CPE. Mais pour que le mouvement étudiant et lycéen expriment de pleine voix sa capacité à être un

acteur autonome, décidant par lui-même de ces revendications et de ces modalités de lutte, c'est bien sur ces expériences qu'il va nous falloir parier pour la suite. En cette rentrée, sur quelques universités, des comités de mobilisation ou des AG ont d'ailleurs été appelé, pour reprendre les bonnes habitudes du printemps. A nous de faire en sorte que l'air printanier de l'auto-organisation souffle encore quelques temps, pour un mouvement étudiant démocratique et combatif contre les attaques du gouvernement !



PENDANT 4 MOIS, LES CHEMINOTS MÈNENT LA LUTTE CONTRE LA LOI TRAVAIL ET SA DÉCLINAISON FERROVIAIRE !

A la SNCF comme ailleurs, la direction n'avait pas attendu la loi Travail pour chercher à faire des économies sur le dos des travailleurs : plus de 25 000 suppressions de postes depuis 2003, réorganisations du travail avec toujours plus de sous-effectif, charge de travail augmentée...

Mêmes attaques, même combat !

Le 18 février, le jour même de l'avant-projet de loi Travail, les cheminots découvraient le « décret-socle » censé réglementer leurs horaires de travail. Le plan de la direction de la SNCF et du gouvernement était d'imposer un décret au rabais, avec des journées de travail rallongées, moins de repos (11 à 21 jours en moins chaque année !), 39 heures de travail par semaine... Mais la direction se voulait rassurante, affirmant qu'il serait toujours possible ensuite de « négocier » un accord d'entreprise un peu moins régressif.

Le message était donc clair : les cheminots allaient avoir une déclinaison sectorielle de la loi Travail spécialement pour eux, avec une attaque générale de leurs conditions de travail. Et la « négociation d'entreprise » qui sert

surtout à mettre en concurrence les salariés des différents entreprises, devait calmer la colère !

Les cheminots debout et les syndicats qui rêvent de s'asseoir à la table des négociations

La très grande majorité des cheminots ne fut pas dupe et dès le 9 mars, la grève à la SNCF fut très bien suivie : 70 à 90% de grévistes dans bien des chantiers, moins de 2 trains sur 10 qui circulaient dans beaucoup d'endroits, les taux de grévistes n'avaient pas été aussi importants à la SNCF depuis 2007.

Les comparatifs des conditions de travail avant et après le décret que des militants a pu faire, passaient de mains en mains et beaucoup de cheminots s'interrogeaient sur les suites à donner au 9 mars, bien conscients qu'il ne suffirait pas d'une seule journée, même réussie, pour faire reculer la direction. Pourtant, les fédérations syndicales du secteur n'ont pas eu comme perspective d'organiser cette bataille, mais elles proposaient principalement de « peser » sur les négociations, y compris sur les accords entreprise par entreprise, sachant que la SNCF est découpée en trois entreprises distinctes depuis 2014. Le « plan

» que la CGT proposait à ses militants était de lancer une grève reconductible seulement en juin, soit 3 mois après le début de la mobilisation ! A la mi-mars, Gilbert Garrel, le secrétaire général de la CGT Cheminots osait écrire aux militants qu'il ne fallait pas exiger que le retrait du décret-socle et qu'il était risqué de se perdre dans une lutte interprofessionnelle contre la loi Travail.

La reconductible, c'est l'arlésienne ?!

Pourtant, la grève du 31 mars fut de nouveau une réussite et dans la grande majorité des assemblées générales des grévistes, la « reconductible » était une perspective discutée puisque la mobilisation contre la loi Travail chez les jeunes et les salariés mettait à l'ordre du jour la nécessité de passer des journées « saute-mouton » à une grève qui impose un rapport de force et qui entraîne d'autres secteurs à sa suite.

Plusieurs sections, syndicats locaux ou assemblées générales ont pris position en faveur de cette grève reconductible et dans certaines gares, des cheminots ont décidé de ne pas seulement

interpeler les directions syndicales, mais de s'organiser eux-mêmes pour militer avec leurs collègues sur la nécessité de construire ce mouvement, meilleur moyen pour pousser les directions syndicales vers la lutte !

Le 18 mai, quand FO et SUD appellent à la grève reconductible – sur le papier du moins –, ce sont justement ces cheminots ayant fait cette expérience qui furent les militants de la grève les plus actifs et qui animèrent les AGs. Des comités de mobilisation, puis de grève dans certains cas, regroupaient tous ceux qui voulaient militer pour la grève et l'étendre, cheminots syndiqués des différents syndicats ou non syndiqués.

Les militants de la grève armés pour les prochains mauvais coups

Quand la CGT a enfin appelé à la grève reconductible, le 31 mai, cela faisait déjà plus de deux semaines que les dockers et les raffineurs étaient en grève et ils commençaient progressivement à reprendre. Si le mouvement était perçu favorablement par la grande majorité des travailleurs qui étaient contre la loi, le gouvernement a bien su tirer profit de ces décalages

de calendriers des secteurs les plus combatifs. Pour mettre fin à la grève, la direction de la SNCF a proposé un accord d'entreprise, en dessous mais plus proche de leur réglementation en vigueur jusque-là.

Comme le reste du monde du travail, les cheminots n'ont donc pas gagné pour imposer une réglementation de leurs conditions de travail équivalentes à ce qu'ils avaient jusqu'alors, et, l'accord d'entreprise permettra de négocier à la baisse les conditions de travail établissement par établissement. Mais, les militants de la grève, souvent soutenus par leurs collègues, ont mené la lutte bien au-delà de ce que voulaient les centrales syndicales. Ils ont fait une expérience collective durant près de quatre mois de lutte et ne sont pas prêts de se laisser diviser ou attaquer site par site. Cet été, plusieurs réactions de solidarité et grèves locales ont éclaté pour refuser des sanctions illégitimes, des congés non accordés ou le sous-effectif. C'est bien ce chemin de la lutte collective qu'il leur faudra reprendre à chaque mauvais coup de la direction !

LA LIGUE DES TRAVAILLEURS NOIRS RÉVOLUTIONNAIRES

Retour sur un épisode historique du mouvement noir aux Etats Unis :

Le racisme envers les populations noirs prend une nouvelle actualité aux Etats-Unis avec le mouvement « Black Live Matter » et partout dans le monde le racisme et toute la barbarie qu'il engendre prend des proportions importantes avec le pourrissement du système capitaliste. L'expérience de la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires dans les années 1960-70 aux Etats-Unis constitue un héritage important pour comprendre comment une orientation lutte de classe peut permettre de lutter contre le racisme, tout en discutant des limites qu'a comportait cette expérience.

Les militants du Black Power et la classe ouvrière

Les travailleurs noirs jouaient dans les années 1960 un rôle clé au sein de l'industrie automobile de Detroit. Celle-ci était en 1968 la cinquième ville des USA. C'était le quartier général de l'industrie automobile, employant directement ou indirectement un sur six de ses salariés. Les 250 000 ouvriers afro-américains restaient très largement confinés dans les postes d'exécution peu qualifiés et les conditions de travail étaient catastrophiques : dans les années 1960, il y avait chaque année plus de morts dans les usines automobiles que de soldats US tués au Vietnam. Dans les usines automobiles de Detroit, certaines équipes, dans les ateliers les plus durs et qui occupaient une place stratégique, étaient massivement composées d'Afro-américains, dont beaucoup étaient de jeunes embauchés en 1967-68.

La tradition lutte de classe au sein du mouvement ouvrier n'avait pas été complètement écrasée à Detroit, en particulier dans l'automobile. Quelques petits groupes trotskystes ou issus du trotskysme subsistaient dans la ville, et établirent des liens avec la nouvelle génération militante du Black Power, qui était à la recherche de stratégies radicales pour lutter contre le système. Le petit groupe militant qui allait lancer la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires s'était forgé au cours des années qui ont précédé la « Grande rébellion » de l'été 1967, émeute qui toucha la ville de Detroit pendant 5 jours. Ils avaient fait un voyage à Cuba et rencontré le Che mais ils avaient aussi participé aux séances de formation d'organisations trotskystes et révolutionnaires ou encore à un groupe d'étude sur le Capital de Marx. Au lendemain du soulèvement de l'été 1967, ils décidèrent de publier Inner City Voice, un journal qui s'adressait explicitement aux travailleurs et qui était distribué à la porte des

usines de Detroit. Dès la fin 67, un groupe de travailleurs de l'usine Dodge Main se réunissait régulièrement dans les locaux du journal.

Le Dodge Revolutionary Union Movement

Dodge Main connut à partir du 2 mai 1968 sa première grève sauvage depuis 14 ans. 4000 ouvriers et ouvrières débrayèrent, arrêtant l'usine. Après la grève, les ouvriers noirs qui avait été réprimé bien plus fort que les blancs lancèrent le Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM), Mouvement syndical révolutionnaire de Dodge, qui regroupa les travailleurs noirs révolutionnaires de l'usine autour d'un bulletin d'entreprise hebdomadaire lancé dans le sillage de la grève.

DRUM fut à l'initiative d'une deuxième grève en juillet 1968, avec la participation de 10 000 ouvriers principalement noirs, et l'usine fut à nouveau fermée. DRUM attaquait le racisme institutionnalisé dans l'usine comme dans le syndicat. Sa première revendication était l'élection d'une nouvelle direction du syndicat UAW avec 50 % d'ouvriers noirs. DRUM militait pour le contrôle ouvrier, pour le doublement des salaires de l'ensemble des ouvriers, le doublement des effectifs, et la semaine de 20 heures ! DRUM se présenta aux élections syndicales, et ne les perdit de justesse que suite à des menaces physiques de la police et des gros bras de la bureaucratie de l'UAW qui les menaça avec des armes à feu et truqua les résultats.

L'écho de DRUM fut tel que d'autres « Revolutionary Union Movements » se formèrent : dans l'usine stratégique de Eldon Avenue de Chrysler, qui elle aussi ferma suite à des grèves, mais aussi dans d'autres secteurs, la presse, l'hôpital, UPS... Les bulletins étaient distribués avec l'appui de lycéens et d'étudiants.

La Ligue des travailleurs

noirs révolutionnaires naquit en 1969 du regroupement de ces groupes d'entreprises, mais intervint dans toutes les directions : elle lança une organisation de jeunesse fortement implantée dans les lycées de la ville, mena des campagnes sur la question du logement, de la santé... Un groupe de lecture fut également mis en place avec la participation de militants blancs.

Une des grandes forces de la Ligue était son orientation « de masse », anti-élitiste. Ses représentants polémiquaient durement contre les Black Panthers. Pour ces derniers, ce n'est pas la classe ouvrière Noire mais la jeunesse au chômage des ghettos qui constituait la force sociale révolutionnaire par excellence ; une force à la fois minoritaire et instable, ce qui les conduisait selon la Ligue à entreprendre des actions « héroïques » pouvant susciter l'admiration mais n'encourageant pas la participation des masses, ce qui les rendait plus vulnérables à la répression.

« Mourir de l'intérieur »

Après avoir connu des débuts très prometteurs la Ligue scissionna dès 1971 et s'effondra rapidement. Comment comprendre une chute aussi rapide ?

L'une des questions qui n'avait jamais été réglée était celle de la définition d'une politique en direction des travailleurs blancs. C'est là que l'ambiguïté entre nationalisme noir et centralité de la classe ouvrière se révélait. D'un côté, le club de lecture lancé par une partie de la direction de la Ligue visait explicitement les milieux radicaux blancs... De l'autre, les diffuseurs des bulletins d'usine ne les distribuaient pas aux ouvriers blancs ! La tonalité nationaliste souvent adoptée par les militants coupa la Ligue des travailleurs blancs, même parfois les plus radicaux, mais éloigna aussi les ouvriers noirs plus âgés, qui avaient pu faire l'expérience de l'importance de la solidarité Noirs-Blancs. La Ligue ne proposa

pas de politique définie aux travailleurs blancs qui pouvaient être attirés par ses idées.

Malgré les accusations qu'a pu subir la Ligue de souffler sur les braises du racisme en organisant Noirs et Blancs de manière séparée, l'activité de ses militants laisse un héritage largement

positif. Des travailleurs noirs ont commencé grâce à son impulsion à militer sur leur lieu de travail. Malgré la disparition de la Ligue, un certain nombre de ses militants et de ceux qu'elle a influencés a impulsé une vague de grèves sauvages en 1973, qui regroupa des ouvriers noirs et blancs.

Pour aller plus loin : « Detroit : pas d'accord pour crever », de Dan Georgakas et Marvin Surkiniaux éditions Agone



MORT D'ADAMA TRAORÉ

L'illustration macabre du racisme d'Etat

Le 19 juillet dernier, Adama Traoré, âgé de 24 ans est décédé au commissariat de Beaumont-sur-Oise. Les circonstances de sa mort restent troubles et la mise en place d'une enquête bâclée, visant uniquement à disculper les policiers, démontre une réelle volonté d'étouffer l'affaire tout comme le traitement médiatique de cette affaire véritable violence supplémentaire à l'encontre des proches d'Adama.

Dans un contexte social particulier, marquée par une offensive autoritaire, répressive et raciste de notre gouvernement, la violence étatique s'est encore une fois abattue contre la jeunesse racisée des quartiers populaires. Cette énième affaire de violence policière a suscité une vive colère chez les personnes subissant de plein fouet ce racisme d'Etat, et un fort mouvement de solidarité pour Adama est né. Ainsi des rassemblements et manifestations ont été organisés cet été, sous le mot d'ordre « Black Lives matter », dénonçant le fait qu'en France

aussi la police assassine des noirs. Les personnes ayant pris part à cette contestation, dénonçant le racisme structurel et étatique, qui lorsqu'il ne tue pas, discrimine, exploite et violente quotidiennement les personnes issues des classes populaires, ont elles aussi subit la répression, entre interdictions de manifester et violences policières. Il est important de la dénoncer et de lutter contre cette justice de classe qui acquitte les policiers assassins mais qui réprime et criminalise la contestation sociale. Les personnes subissant cette violence raciste ne peuvent lutter seuls. Que cela soit lors de l'affaire Burkini ou Adama Traoré, le mouvement social doit intégrer cet aspect à ses revendications, pour faire bloc face à la politique réactionnaire du gouvernement. Afin que justice soit faite pour Adama, et que plus jamais un policier ou un gendarme qui tue l'un des nôtres ne soit acquitté.

Jihane (Paris 7)

Le service civique obligatoire, la dernière idée du Parlement pour enfoncer la jeunesse dans la précarité

La jeunesse, « première priorité » d'Hollande pour son quinquennat doit être heureuse après quatre mois de mobilisation contre la loi travail : elle a gagné un allongement de quatre mois de bourses (avec l'ARPE) et le service civique obligatoire ! Le 6 juillet dernier, l'Assemblée Générale a adopté la loi « Egalité et Citoyenneté », qui comporte une mesure qui obligera tout jeune de 18 à 25 ans de donner 9 mois de sa vie à l'Etat. Entre travail forcé et endoctrinement réactionnaire, cette mesure n'est qu'une manifestation de plus du tournant réactionnaire que les puissants veulent nous imposer.

La mesure, pour l'instant « expérimentale », doit être confirmée au Sénat début octobre. Ce service civique se divise en trois périodes de trois mois, faisable sur trois ans, de manière à empêcher tous les étudiants à prendre des vacances l'été et surtout de travailler pour toutes et ceux qui ne peuvent pas compter sur des revenus extérieurs pour survivre. La première, intitulée « classes républicaines

», constitue une occasion de plus pour l'Etat de diffuser son idéologie réactionnaire : il s'agit d'enfoncer dans le crâne des jeunes les « idéaux républicains », la « Mémoire et l'Histoire de la France » ; après 15 ans d'école, collège et lycée, l'Etat a vraiment-t-il besoin de nous asséner ses contre-vérités dans des salles de cours l'été ? Les deux autres périodes ne sont pas plus rassurantes : il s'agit là d'effectuer un service civique, c'est à dire en travaillant dans les administrations territoriales, dans des « missions d'intérêt général ».

Après trois mois d'endoctrinement capitaliste, les jeunes de 18 ans auront donc la chance de goûter, pour la première fois mais pas la dernière, à la précarité qu'ils devront affronter durant toute leur vie. En effet, alors que les missions de service civique tendent de plus en plus à remplacer des emplois réels dans les administrations publiques, ces remplacements s'accompagnent évidemment d'une baisse sensible de la rémunération, pour la même mission : payés entre 500€ et

600€, l'énorme majorité de ces service civiques sont en réalité des emplois déguisés, avec un salaire qui ne permet même pas de payer un loyer parisien... Par exemple, un jeune étudiant pourra être affecté dans l'administration d'une commune, chargé d'un projet culturel par exemple, pour les trois mois de l'été, et ce pour un salaire de misère. L'occasion donc pour certaines administrations de dégraisser leurs effectifs, augmenter le chômage et le taux de pauvreté.

Ce rétablissement du STO ne peut se faire sans réaction des lycéens et des étudiants ! Une pétition, lancée par Solidaires étudiant-e-s, rassemble d'ores et déjà des milliers de signatures contre un projet rétrograde, qui casse l'emploi et développe le précaire, au bénéfice de l'Etat et des entreprises qui profiteront de ces emplois peu payés. Ce projet fait bien parti du « monde » de la loi travail, et ne peut que nous pousser à engager contre celui-ci !

Arthur, comité Paris 1

SFR, BOUYGUES : LA LOI TRAVAIL FAIT DÉJÀ DES RAVAGES

À peine promulguée, en plein été par un troisième 49.3, la loi travail fait déjà des ravages. En effet, si les députés et autres sénateurs vont plancher durant quelques mois sur les différents décrets entourant la loi El Khomri, le patronat semble bien trop impatient pour ces formalités administratives. Très certainement frustré par 5 mois de lutte intensive (en attendant le 15 septembre et d'éventuelles suites) qui ont retardé ses plans, le voici reparti à l'offensive.

Si de nombreux exemples de ce durcissement de ton pourraient être développés, deux cas sont particulièrement saisisants en matière d'application de la loi travail. SFR a annoncé la suppression de près de 5 000 postes d'ici 3 ans, ce qui représente plus d'un tiers de ses effectifs sur la totalité du territoire. La direction, comme c'est souvent le cas en pareille circonstance, tente de favoriser au maximum les départs volontaires, histoire de contenir une éventuelle grogne généralisée. L'argument de « la guerre des prix », avancé

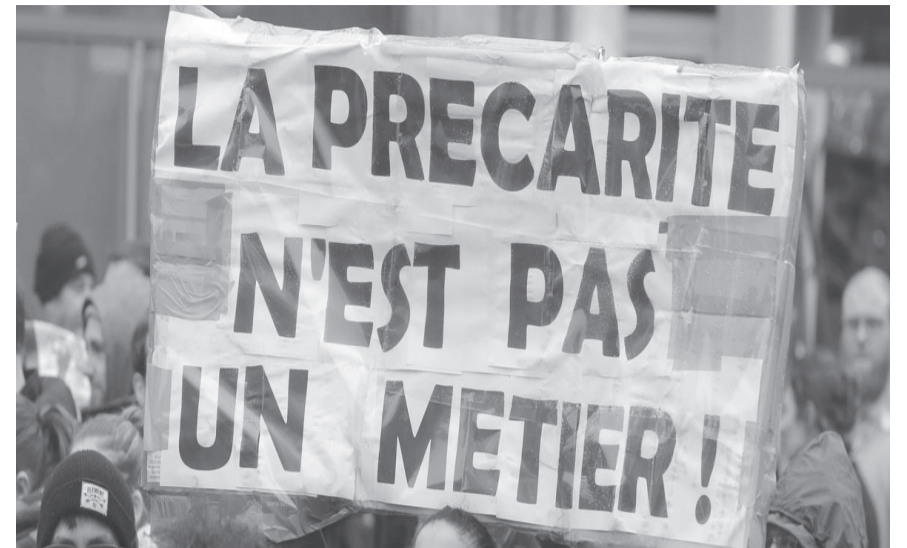
par la direction pour rendre ces licenciements inéluctables, se trouve cependant confrontés à une contradiction : les actionnaires d'Altice, maison-mère du groupe, ont empoché de très confortables dividendes cette année.

Autre cas emblématique de cette mise en application de la loi El Khomri, Bouygues Telecom a purement et simplement annoncé à ses employés son ambition de supprimer les RTT contre... une augmentation de 2% du salaire ! Bien entendu, ce « deal » serait « négocié » directement dans l'entreprise avec les employés déjà en poste... et imposé d'office à tous les nouveaux travailleurs. Corrélat à cette situation ubuesque, la direction a d'ors et déjà l'ambition de ne pas renouveler certains postes, notamment en ce qui concerne les services de relations clients. Ainsi, il est inenvisageable de croire que les « anciens » puissent refuser le troc proposé par la direction, au risque de se voir licencier et remplacer par une nouvelle génération qui,

elle, n'aura pas le choix.

En mars dernier, Myriam El Khomri expliquait que la jeunesse n'avait « rien compris » à son texte. Lors de l'entrée en scène de secteurs avancés de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte, cette même ministre parlait d'un déficit d'explication, que la loi travail ouvrirait de nouveau droit pour les salariés tout en protégeant les entreprises. La mise en pratique donne pourtant raison au mouvement social. La loi travail est bel et bien un outil visant exclusivement à réduire au maximum ce que les classes dominantes appellent « coût du travail », c'est-à-dire les moyens de subsistance de l'ensemble des travailleurs, dans la perspective de maximiser toujours plus la plus-value entrant directement dans les poches du patronat.

PMC (Toulouse)



SÉLECTION EN MASTER ET À LA FAC. LE GOUVERNEMENT VEUT NOUS DIVISER !

En plein cours de la mobilisation contre la loi Travail, pour laquelle même le secteur étudiant était le premier mobilisé, le gouvernement applique le décret Mandon en mai dernier, visant à autoriser la sélection des entrées en Master 2. Rappelé à l'ordre par le Conseil d'Etat car illégale, il autorise « temporairement » la sélection en Master, afin de ne plus avoir affaire à la justice, le temps de trouver accord sur une réforme. Cette étape de sélection date de l'ancien modèle des études supérieures, qui s'est faite oubliée lors de l'instauration du modèle LMD (licence-master-doctorat) en 2002. C'est donc depuis presque quinze ans que la sélection persiste entre les deux années de master. Najat Valaud Belkacem espère un consensus au plus vite pour lancer la procédure législative dès novembre 2016, et une application à la rentrée 2017. Si les promotions 2016/2017 subiront déjà le décret Mandon, trouver un consensus peut prendre bien plus de deux mois.

Cet accord tant voulu par la ministre permettrait une réforme qui rétablirait selon elle, « une organisation cohérente des études, tournée vers la réussite ». Elle parle ainsi de « recrutement », qui n'est que synonyme de « sélection », car basé sur « la motivation, le niveau pédagogique et le projet de l'étudiant ». L'Etat veut ainsi mettre fin à une polémique autour de la sélection en imposant un autre terme, qui cache de fait la même logique. Sous couvert de vouloir proposer une formation post-licence à tous les étudiants, elle précise que la réforme doit tenir compte « des capacités d'accueil

de ces masters, et, en même temps, [offrir] à chaque étudiant qui le souhaite la possibilité de poursuivre ses études au-delà de la licence ». En d'autres termes, la sélection perdure et dirige les étudiants jugés « moins bons » vers des filières « plus abordables pour eux ». Par conséquent, il s'agit bien de « trier » les étudiants selon leur niveau et en dernière instance, reproduire les inégalités que subit la jeunesse scolarisée.

Au-delà de la sélection en master, c'est l'accès aux études supérieures de manière générale qui est de plus en plus restreint. Des milliers d'étudiants se sont retrouvés sans fac à la rentrée 2015. Au mois de juin suivant, le logiciel APB (Admission Post Bac) révèle une partie de son algorithme : priorité aux lycéens de la même académie que l'université voulue, et si les demandes restent trop nombreuses, il départage au tirage au sort. Mais les coupes budgétaires et la précarité étudiante dans son ensemble organisent déjà cette sélection : réforme ou pas, c'est le droit même d'étudier qui est mis en cause. Si l'UNEF défend face aux présidents d'universités le droit à tous les étudiants d'accéder au master, il faut déjà défendre le droit à tous les jeunes de pouvoir accéder aux études supérieures. Battons-nous pour des universités ouvertes à tous les jeunes et travailleurs, pour un savoir accessible à toutes et tous !

Manon

La nécessité d'une candidature anticapitaliste et révolutionnaire aux élections présidentielles.

Nous sommes à plus de 8 mois des élections présidentielles, et, déjà, éditorialistes, journalistes et autres chiens de garde du système médiatique se galvanisent sur les annonces de candidature et font leurs pronostiques. Le système démocratique bourgeois est en pleine crise, empêtré dans son incapacité à sortir de la crise, à inverser la courbe du chômage, à faire face au terrorisme; il peine à trouver de nouveaux candidats. Mise à part Macron (millionnaire et ex banquier) fraîchement débarqué, et le retour de Juppé (condamné pour emploi fictif) il ne devrait pas y avoir de changement sur la scène politique. Telle une mauvaise suite de Retour vers le Futur Hollande, Le Pen, Sarkozy, Mélenchon devraient tous être de la partie pour un remake de 2012.

La nouvelle n'a pas fait le tour des journaux, mais le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) a désigné Philippe Poutou, ouvrier à l'usine Ford de Blanquefort, comme candidat. Il sera certainement le seul ouvrier en lice, alors qu'ils représentent plus de 20% de la population. Pour tenter d'éviter une «hyper-personnalisation de l'élection», il est accompagné de trois portes paroles : Olivier Besancenot, Christine Poupin et Armelle Pertus.

Certains diront que les élections sont un piège à éviter, que seules les luttes payent, et ils auront raison.

Autant le dire dès le troisième paragraphe, Philippe ne gagnera pas. Alors, pourquoi se présenter ? Pas par goût des plateaux télé, ni des «débats» avec quelconque journaliste libéral et monolithique. Mais parce que c'est l'une des rares occasions d'avoir un discours anticapitaliste avec une portée nationale, de dire que les élections ne changeront rien, que la seule force sur laquelle nous pouvons compter c'est la notre. Ça peut paraître paradoxal, mais ça compte, et ça peut peser.

Et puis il y a des tas de choses à dire et à défendre : l'interdiction des licenciements, la baisse du temps de travail, le retour de la retraite à 55 ans. Défendre l'idée que le pognon doit répondre aux besoins des gens et pas alimenter les dividendes ou les profits des grosses sociétés. Mais également des idées antiracistes, écologistes, pour l'égalité des droits et la solidarité avec les migrants.

Certains diront qu'il faut regrouper les forces de la gauche pour avoir une meilleure visibilité.

Mais de quelle gauche parlons nous ? Avec 5 ans de politiques pro-patronales et antisociales le parti socialiste apparaît clairement comme un ennemi objectif de tous les travailleurs/euses. Les «dérapages» (contrôlés) du populiste Mélenchon montrent déjà l'axe de sa campagne, basée

sur le chauvinisme, l'islamophobie et les soit disant «valeurs de la France». Le problème n'est pas de «reconstruire une gauche» mais de débattre de comment les opprimés, ceux qui subissent la crise, peuvent se défendre eux-mêmes pour leurs propres intérêts, c'est avec ceux qui sont d'accord avec ce programme qu'il faut discuter, et pas avec quelques messies autoproclamés.

Cette année pour la première fois depuis la réforme des retraites s'est organisé un mouvement social puissant. Étudiant.e.s, salarié.e.s, chômeur.euse, syndiqué.e.s ou non, se sont organisé.e.s, se sont battu.e.s contre «la loi travail et son monde». De Nuit Debout aux grèves en passant par les blocages, et les espaces de solidarités nous avons durant 4 mois contesté l'ordre établi, le système capitaliste. Nous nous sommes organisé contre la répression,

Il est facile de s'imaginer à quoi ressembleront les élections :

cet été, pendant la baisse des mobilisations contre la loi travail, les réactionnaires se sont engouffrés dans l'interstice médiatique laissé vide. Islamophobie, racisme, amalgames, surenchère sécuritaire, ont été les maîtres mots des «débats». Seule la reprise d'un mouvement large, radical et déterminé peut inverser cette tendance.



Si la contestation sociale prend de l'ampleur pendant les élections, signe d'une évolution positive de la conscience de classe, que partout les opprimés se bagarrent et reprennent la rue alors, là, les élections seront plus qu'une simple posture, mais auront un vrai gueule.

Dans tous les cas nous ne pouvons croire que les élections seront la solution. Les travailleurs et les opprimés ne peuvent compter que sur leur propre force pour changer la société. Il faut en finir avec le mythe du réformisme et commencer dès maintenant à s'organiser à travers nos lieux d'étude, de travail, nos quartiers et notre classe. Seule la lutte paie.

Steven

Violences faites aux femmes, justice de classe et réponse collective: l'emblématique « affaire Jacqueline Sauvage »

Au cours des derniers mois, le procès de Jacqueline Sauvage aura remis sur le devant de la scène la réalité bien actuelle en France des violences faites aux femmes, la parodie d'une justice largement complice de ces violences, mais également la résurgence d'un mouvement féministe qui peut dénoncer, créer des liens de solidarité et lutter contre l'oppression des femmes.

Le 10 septembre 2012, Jacqueline Sauvage abattait son mari de trois coups de fusil dans le dos, après 47 ans de violences physiques, psychologiques, sexuelles sur elle et ses filles, et le suicide de son fils la veille. La fin d'un enfer familial, le début d'un autre, juridique. En décembre 2015, pour la deuxième fois, la justice tombe le verdict en même temps que le masque : 10 ans de prison. On accuse Jacqueline Sauvage d'un acte « disproportionné » et de s'être « [rendue] justice [elle]-même ». Quant aux filles, on les accable de « n'avoir rien dit » : « C'est le malheur de votre mère que vous avez fait... ». 4 vies de violences subies ainsi rendues responsables de leurs propres peines.

Le 31 janvier, la « grâce partielle » du Président de la République est obtenue par la mobilisation. Si les organisations féministes proches du PS, comme Osez le féminisme, ne se gardent pas de crier victoire, en réalité ce geste est bien plus symbolique qu'autre chose. Cette grâce ne fait que réduire de 2 ans et 4 mois la peine, sans revenir sur le contenu : Jacqueline Sauvage continue d'être considérée comme coupable. Les gendarmes qui n'ont rien fait malgré la fugue et la première déposition faite par l'une des filles restent blanchis.

Enfin, le 12 août 2016, le tribunal d'application des peines rejette la libération conditionnelle, prétextant que « l'importante médiatisation de son affaire rend difficile une authentique démarche de réflexion pour Mme Sauvage, qui est encouragée à se cantonner dans un positionnement exclusif de victime, sans remettre en question son fonctionnement psychique personnel et sans s'interroger sur sa part de responsabilité dans le fonctionnement pathologique de son couple ».

La justice rend ainsi responsable Jacqueline Sauvage et ses filles de leur calvaire et elle réduit ces violences à un « fonctionnement pathologique [du] couple ». Plus encore, elle incrimine le mouvement de soutien à Mme Sauvage d'avoir empêché le bon déroulé du procès, l'accusant presque d'être à l'origine de ce rejet.

A l'inverse, le mouvement autour de Jacqueline Sauvage était la meilleure réponse qui pouvait en être faite car il était le seul à même de montrer ce qu'est réellement cette « affaire » : un cas parmi tant d'autres de violences d'un mari et père, qu'aucune « exception », aucune « pathologie », aucune « folie » d'un homme en particulier. Les violences faites aux femmes sont ainsi révélées au grand jour en tant qu'instrument servant à discipliner, intimider et contraindre les femmes, maintenant le statu quo de l'ordre social patriarcal auquel elles sont subordonnées. Le traitement des cas particuliers par la justice, s'il peut parfois permettre leur médiatisation, voire

même, rarement, la victoire de l'une d'entre nous comme pour Alexandra Lange en 2012, reste malgré tout limité au traitement individuel des cas de violences, comme des cas extraordinaires, relevant de la pathologie individuelle. Sans compter que ce sont les mêmes juges auxquels on demande de reconnaître la légitime défense de Jacqueline Sauvage, qui relaxent DSK, et le même président qui ferment massivement les centres IVG et les Planning Familiaux. A l'instar des féministes des années 60-70, qui ont su révéler la toile structurelle qui relie chaque cas individuel, définissant le « privé » comme entièrement « politique », nous devons aujourd'hui réaffirmer, pour Jacqueline Sauvage, ses filles et toutes les autres, que « ce n'était pas moi, ce n'était pas lui, c'était la société » (Jaqui Ceballos, une des premières militantes féministes de l'Organisation nationale des femmes des Etats-Unis).

Mar (Paris 8)

#50 - septembre- 2016

www.npa2009.org
jeunes.npa2009.org
contact-jeunes@npa2009.org

Qui sommes nous ?

Jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste, nous sommes lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, avec ou sans emploi. Nous faisons le constat que la société capitaliste est à bout de souffle, une minorité soumet l'ensemble de la société à ses intérêts égoïstes peu importe les conséquences pour l'immense majorité de la population.

Les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, mènent des attaques contre les jeunes et les salariés contre nos acquis sociaux et démocratiques. Nos conditions de vies se dégradent, nous promettant d'être la génération qui vivra moins bien que ses parents. Face à cette situation, les organisations traditionnelles ne résistent pas et capitulent sans cesse face à la violence des gouvernements et du patronat.

Nous avons donc besoin d'un outil de combat contre le système capitaliste. Un parti qui est aussi fidèle aux jeunes et aux travailleurs que le MEDEF l'est au patronat, pour lutter contre le gouvernement Hollande et toutes ses attaques. Un outil qui défend une stratégie pour mettre un coup d'arrêt aux attaques de ceux qui nous exploitent, nous précarisent, nous oppriment et détruisent l'environnement. Pour dessiner une autre voie, celle du renversement du capitalisme, un projet de transformation révolutionnaire de la société, pour en finir avec l'exploitation, le racisme, le sexisme, l'homophobie...

Une société communiste, autogérée, démocratique. Cette société se construira par une transformation révolutionnaire, par une rupture avec le capitalisme, où la majorité de la population décidera et appliquera ses décisions

Cette rupture naît des luttes de tous les exploités et tous les opprimés, des salariés, des chômeurs, des jeunes, des femmes, des immigrés, des lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes... En bref, celles et ceux qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes !

Pour gagner, il faut lutter et s'organiser car nous ne pouvons compter que sur nos propres forces !

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : bsj.npa@gmail.com
jeunes.npa2009.org // 01 48 70 42 30

- Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)
- Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA